



Pascal Canfin

L'ÉCONOMIE VERTE

**EXPLIQUÉE À CEUX
QUI N'Y CROIENT PAS**

Préface de Dominique Voynet

essai

{ LES Petits matins }

Conception graphique et direction artistique de la collection : **Labomatic, Paris**
Design et image : **William Hessel**
Dessins : © **Yann Wehring**

Ce livre a été imprimé sur papier recyclé Cyclus Offset

© Les petits matins
146, bd de Charonne
75020 Paris
Site : <http://perso.orange.fr/lespetitsmatins>
ISBN : 978-2-915-87927-8
Diffusion en France : CED
Diffusion en Belgique : Interforum Benelux

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

sept	Préface Par Dominique Voynet
treize	Introduction La clim' en novembre
dix-sept	Chapitre 1 Plus d'écologie, c'est plus d'emplois
trente-trois	Chapitre 2 Contrôler la mondialisation
cinquante-cinq	Chapitre 3 L'impossible scénario Barbapapa
soixante-quinze	Chapitre 4 Vers une société de pleine activité
quatre-vingt-treize	Chapitre 5 Non, la France n'accueille pas toute la misère du monde !
cent trois	Chapitre 6 « D'où viens-je ? où vais-je ? et que vais-je manger ce soir ? »
cent treize	Chapitre 7 L'antilibéralisme ne suffit pas
cent trente-sept	Conclusion Le réformisme radical
cent quarante et un	Évaluation budgétaire des principales mesures du programme économique et social des Verts pour 2007-2012
cent quarante-cinq	Bibliographie
cent quarante-sept	Index

Préface

Par Dominique Voynet

*Dominique Voynet est sénatrice de Seine-Saint-Denis
et candidate des Verts à l'élection présidentielle de 2007.*

Pascal Canfin fait partie de ces personnes qui, comme on dit en Seine-Saint-Denis, où je suis sénatrice, « ne lâchent jamais l'affaire » : sa soif de convaincre est insatiable, sa passion pour la chose publique ne le quitte pas.

Dans ce cas particulier, Pascal Canfin imagine un week-end ordinaire au cours duquel il est amené, comme cela arrive à chacun d'entre nous, à rencontrer des amis, des parents, des personnes assez représentatives de la diversité des situations et des parcours dans notre société. Et les petits gestes qu'on fait dans la vie quotidienne – se déplacer, acheter, manger – sont l'occasion de discuter d'économie et d'écologie, de redresser à petites touches les mille et une idées toutes faites qui entravent l'imaginaire habituel et font qu'on n'ose pas penser que cela puisse vraiment changer.

La première chose, pour convaincre, c'est d'entendre, c'est d'essayer d'entrer dans la position de l'autre pour voir en quoi, même à la base d'une idée qu'on juge contestable,

il peut y avoir une aspiration positive, une demande d'égalité, le produit d'une expérience. À partir de là, il faut expliquer, éclairer, essayer de démontrer, sans caricaturer, sans nier les contradictions, les ambivalences et les tensions qui s'exercent sur chacun de nous, selon que nous soyons salariés, consommateurs, parents, travailleurs, voyageurs, amoureux ou militants... – et nous sommes évidemment tout cela à la fois.

C'est ce que fait Pascal Canfin, avec patience.

Je trouve la démonstration très réussie : je ne sais pas si ses interlocuteurs ont été convaincus ; en tout cas, ils ne sortent manifestement pas de l'échange comme ils y sont entrés.

D'abord, ils s'aperçoivent qu'il y a une pensée économique verte : car il y a encore des gens pour croire, vingt ans après la fondation des Verts, que nous nous limitons à la défense, par ailleurs nécessaire, des petites fleurs et des petits oiseaux.

Ils découvrent une pensée critique : non, nous n'acceptons pas l'économie politique du capitalisme comme une vérité éternelle ou d'évidence. Non, nous ne voulons pas, à l'inverse, tout étatiser : l'ouvrage montre bien en quoi les Verts sont tout aussi critiques du productivisme de droite que du productivisme de gauche.

Ils entrevoient une pensée positive : le propos est d'inventer, de sortir de la répétition, de ne pas s'en tenir à la simple régulation d'un jeu dont on admettrait au fond les règles essentielles.

On trouvera évidemment au fil des pages une mise en cause forte des inégalités actuelles dans la répartition, telles que les ont aggravées les politiques fiscales successives menées – hélas – déjà bien avant 2002 ! Mais la contestation argumentée des dogmes libéraux va au-delà des solutions ressassées sur le partage de la croissance ou la sempiternelle

relance de la consommation. Consommer quoi ? Produire quoi ? Comment ? Qui décide pour qui ?

D'où il ressort que le pari des Verts est d'abord d'inventer une autre pratique de l'économie, plus démocratique.

Ensuite, le lecteur découvre que cette vision écologiste se décline en propositions bien concrètes, qui concernent là encore la vie de tous les jours. Que ces propositions ne tombent pas du ciel, mais qu'elles s'enracinent dans des pratiques, des expériences, des réalisations déjà testées chez nous ou ailleurs. On veut de l'écologie, on sait en faire, on en fait déjà !

Les propositions qu'évoque Pascal Canfin, et qui ont fait l'objet d'une élaboration collective approfondie, sont chiffrées, inscrites dans le temps et dans l'espace : elles s'affichent clairement comme proeuropéennes et mondialistes, à l'opposé des visions qui appellent au repli égoïste et protectionniste des nations riches.

Enfin, elles impliquent la mobilisation libre de chacun : nous sommes loin des mécanos qui enchaînent vertueusement les causes et les effets. Bien sûr, il y a la décision publique, celle que valide ou sanctionne le suffrage universel : la fiscalité écologique, les politiques salariales, la formation, les droits dans l'entreprise, la réduction du temps de travail, les mesures pour sécuriser les parcours professionnels et s'attaquer vraiment au fléau de la pauvreté et de ses nouvelles formes.

Mais on découvre aussi les Verts là où on les attendait moins : les incitations à la reconversion industrielle et à la relocalisation des activités chaque fois que c'est possible. L'importance du développement des services de proximité, une certaine idée de l'école...

On voit ainsi comment une politique verte incite au geste qui responsabilise, comment elle encourage l'action consciente du citoyen qui se dit que, là où il est, il peut agir par ses pratiques sur des territoires, sur des communautés lointaines.

C'est dans l'espace situé entre la nostalgie du passé et la fuite en avant dans la surconsommation et le « toujours plus » que se déploie la réponse écologiste radicalement nouvelle : réformer les services publics pour pouvoir les conserver, poser la question de l'utilité sociale et des impacts écologiques des activités productives, ne jamais dissocier la quantité de travail de sa qualité, se battre pour la feuille de paye, mais en sachant que le niveau de vie se mesure aussi à la dépense de logement, de transport, de chauffage et de santé – questions éminemment écologiques –, continuer à déconnecter le travail du revenu...

Ce travail de Pascal Canfin, et plus largement le travail programmatique des Verts ces derniers mois, préfigure ce que je voudrais faire à l'occasion de l'élection présidentielle de 2007 : montrer en quoi l'écologie n'est pas un thème en plus, une espèce de supplément d'âme à des politiques traditionnelles. En quoi elle est au cœur des trois grands débats qui nous taraudent : le modèle social français a-t-il encore une pertinence ? Comment faire sortir notre société de la violence qui la mine ? Est-il encore possible de penser la paix dans le monde ?

Il y a une singularité verte dans ces débats : merci à Pascal Canfin de nous l'avoir fait entrevoir. À nous tous d'étendre la démonstration !

À R., E. et L.

Introduction

La clim' en novembre

Tout a commencé à la sortie de l'autoroute A 13. J'étais avec Philippe, un ami d'enfance du Nord de la France, aujourd'hui éditeur à Paris. Son père était venu nous chercher à la gare de Rouen pour nous conduire au gîte dont il s'occupe, où nous devons passer le week-end. Il faisait étonnamment bon, ce 1^{er} novembre, en Normandie, et Philippe avait allumé la climatisation dans la voiture au lieu de baisser sa vitre. Je n'ai pu réfréner une remarque :

– Je ne crois pas que la climatisation soit indispensable en Normandie en novembre. Tu sais bien que ça produit un gaz qui contribue à l'effet de serre et donc au changement climatique.

– J'ai bien le droit de mettre la clim' ! Que je la mette ou non ne change pas grand-chose au climat de la planète, alors que ça change vraiment le confort dans la voiture.

– Là, franchement, tu aurais eu le même résultat en ouvrant la fenêtre, mais, de manière générale, je reconnais que tu as raison. L'avantage individuel que procure la clim' est immédiat et important, alors que l'effet sur le climat est différé et quasi nul. C'est tout le problème du décalage entre ce qui

est bon pour chacun et ce qui est bon tous. La clim', par exemple, est bonne pour chacun mais mauvaise pour tous. À court terme, on peut avoir intérêt à voler une marchandise ou à conduire très vite sur l'autoroute parce qu'on est en retard, mais généralement on ne le fait pas. Soit parce que des valeurs morales nous en empêchent, soit parce que l'on craint les sanctions si on enfreint les règles. Les deux sont d'ailleurs liés. Tu ne conduis pas à 160 km/h sur l'autoroute, à la fois parce que tu te sens responsable de la vie des autres et parce que tu as peur des gendarmes. Le combat des écologistes est de faire prendre conscience à tout le monde que chacun a la responsabilité de transmettre une terre vivable à ses enfants, et de mettre en place les règles qui sanctionnent ceux qui abîment l'environnement, et récompensent ceux qui le protègent. Tu connais peut-être cette phrase de Saint-Exupéry : « Nous n'héritons pas la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants. » Elle exprime exactement la vision des écologistes.

– Moi aussi, je veux léguer une terre vivable à mes petits-enfants, intervint Bernard, le père de Philippe, mais, si je change mon comportement et que les autres ne le font pas, ça ne sert à rien, et j'ai l'impression, en quelque sorte, de me faire avoir !

– Je vous comprends. Il m'arrive aussi de raisonner comme ça. C'est d'ailleurs un sentiment qui freine les changements de consommation de beaucoup de gens qui seraient prêts à s'engager si les autres le faisaient aussi. D'où l'importance des mesures politiques pour enclencher la dynamique, donner un sens collectif et répartir équitablement l'effort à fournir. Plusieurs exemples montrent que les mentalités peuvent évoluer rapidement. Regardez le tri sélectif. Il y a vingt ans, seuls quelques militants triaient leurs déchets. Aujourd'hui, en ville en tout cas, tout le monde le fait. Et le nombre de bacs réservés aux emballages qui ne peuvent pas

être triés parce que quelqu'un y a déposé des épluchures de légumes, par exemple, est très faible. Pourtant, il n'y a aucune sanction.

– Trier ses déchets, ce n'est pas renoncer à un confort particulier. En tout cas, c'est plus facile que de renoncer à la climatisation quand il fait 30 °C dehors, rétorqua Philippe, dont l'absence presque totale de fibre écologique était une source habituelle de discorde entre nous.

– Justement, il ne fait pas 30 °C. Sur le tri, ce que tu dis est vrai, mais ça ne rapporte rien non plus sur le plan financier. Or, changer son comportement en adoptant une attitude plus écolo permet très souvent d'économiser de l'argent. Enfiler un gilet plutôt que d'augmenter le chauffage, prendre son vélo plutôt que sa voiture pour aller chercher le pain, ça fait faire des économies. Bien sûr, ce n'est pas toujours vrai à court terme. Si tu isolas ta maison, tu commences par dépenser beaucoup d'argent en travaux, et cela n'est rentable qu'au bout de quelques années grâce aux économies d'énergie réalisées. Là encore, le politique a un rôle essentiel à jouer.

– Philippe m'avait dit que tu prenais très à cœur ton engagement chez les Verts, intervint Bernard. Je vois qu'il ne s'est pas trompé ! Personnellement, je ne serais pas opposé au fait de réaliser des investissements dans le gîte pour consommer moins d'énergie, mais, comme tu le dis, ça coûte cher.

– Il existe déjà des aides publiques, mais elles sont insuffisantes. C'est pourquoi on propose dans notre programme 2007 des mesures pour rendre immédiatement rentable l'isolation des bâtiments, qui est un levier important dans la lutte contre le réchauffement climatique. Il s'agit, par exemple, d'un prêt à taux zéro dont le montant du remboursement mensuel est inférieur aux économies réalisées sur la facture de gaz ou d'électricité. Cette mesure existe déjà dans certaines régions, il faut la généraliser.

L'autre proposition consiste à ce que les pouvoirs publics prennent complètement en charge les travaux dans le cadre d'une convention entre le particulier, l'artisan et la collectivité territoriale ou l'État. Il s'agirait d'adapter le dispositif « appui-conseil », qui existe déjà pour aider les petites entreprises à faire appel à des consultants. Le prix des matériaux et de la main-d'œuvre ainsi que le nombre de journées d'intervention seraient fixés à l'avance dans la convention. Le particulier ne paierait que s'il a des demandes spécifiques. Cette aide serait maximale les premières années, puis commencerait à diminuer, et, au bout de quelque temps, dix ans par exemple, les propriétaires qui n'auraient pas agi seraient pénalisés.

– Nous arrivons au gîte, fit Bernard. Allez vous installer dans vos chambres, je vous prépare un café.